

Edito

ÇA SUFFIT !

Quelle rentrée ! Jamais sous la 5ème république un président n'a été aussi impopulaire au regard des sondages auprès des Français. Une majorité écrasante des interrogés sont hostiles à la politique menée par la social-démocratie. Pour autant, si nous faisons un relevé d'opinion dans la classe dirigeante de ce pays, nous serions probablement surpris par une relative sympathie au président, au premier ministre. Malgré une posture de dénigrement qui semble plus médiatique qu'idéologique, le patronat affiche un certain engouement pour les mesures mises en place, même si elles ne vont pas assez loin à leurs yeux. Patience, fougueux patrons ! la commission européenne et les dirigeants de la nation vont accéder à vos revendications.... patience...

Après ce paragraphe montrant que le pseudo socialisme actuel n'est ni plus ni moins acquis à la cause européiste et mondialiste du capital à travers les organisations syndicales patronales, revenons à ce que les penseurs experts, économistes, think tanks, loges, clubs de pensée nous prévoient à court, moyen et long termes. Enfin, ceux qui croient savoir et proposent dans les médias ou ailleurs n'ont rien inventé. Ils reprennent purement et simplement les recommandations de la commission européenne, décidées à quelques-uns pour «réformer» ou plutôt «adapter» le modèle français au modèle allemand, donc états-unien. C'est-à-dire le tout libéral, le tout sous la mainmise des grands groupes.

La réforme territoriale, dont personne ne parle plus mais qui fait son chemin dans les instances territoriales, à Bourges en particulier, la remise en cause des seuils, du repos dominical, du code du travail, des jours fériés, des 35 heures, la réforme des rythmes scolaires, de l'hôpital avec la nouvelle loi sur la santé, la dérègle-

mentation des professions réglementées (les travailleurs en font partie ! ...) s'inscrivent dans une logique de pensée pour un marché américanisé, avec comme point d'orgue, la négociation entre Bruxelles et Washington sur le traité transatlantique. Un marché économique de plus de 800 millions d'individus où le dollar serait roi et le libéralisme américain la règle commune. Aucune avancée collective, que des reculs et l'individualisme comme fer de lance. Sur le même sujet, un accord de même nature a été signé avec les Canadiens qui ont un accord avec les Américains. La boucle est bouclée. Nous voyons bien que cela dépasse le cadre national de prise de décisions et ce n'est pas pour autant que le gouvernement ne peut rien faire. Il faut que le parlement ait du courage pour refuser toutes les lois qui lui sont imposées pour retranscription dans le droit français. Il faut que le débat sur l'intégration européenne puisse avoir lieu partout et ne pas laisser cette question aux seuls souverainistes, monarchistes et fascistes. Les salariés, les retraités, les chômeurs, les jeunes doivent pouvoir s'exprimer sur ce sujet sans se voir enfermer dans un camp qui n'est pas le leur. Le débat est ouvert.

Les journées d'action du 30 Septembre et du 16 Octobre sont en phase avec cette réflexion. Nos systèmes de retraites, la Sécurité Sociale dans l'ensemble et son financement sont incompatibles avec cette idéologie de concurrence libre et non faussée.

Nous devons discuter avec les salariés, les citoyens, afin de leur faire comprendre la dangerosité de la période.

Bonne reprise à toutes et tous. Courage Camarades !

Sébastien MARTINEAU
Secrétaire Général

Sommaire :

Editorial :

Ça suffit !	P. 1
Non au blocage des pensions et retraites	P. 2 & 3
Contre la casse sociale « Ça suffit »	P. 4
La cible : le salaire !	P. 5
C.A. GIAT Industries : déclaration liminaire CGT	P. 6
Assemblée Générale de l'UD-CGT	P. 7
100ème jour de grève à La Poste d'Aubigny	P. 7
Formation Syndicale - Congrès USR	P. 8



AGENDA

30 Septembre 2014

Rassemblements à

BOURGES 10 h 30 - Place Séraucourt
VIERZON 10 h 30 - Sous Préfecture
ST AMAND 10 h 30 - Place Carrée
ST FLORENT 10 h 30 - Devant La Poste
LA GUERCHE - 10 h 30 - Place du Marché

1er Octobre 2014

Journée Etude sur le Logement Social
de 8 h 30 à 17 h 30
Espace Tivoli - Rue du Moulon - BOURGES



Cette année, les pensions ne seront pas revalorisées. Celles inférieures à 1.200 € devaient l'être. Elles ne le seront pas non plus ! Seule une prime exceptionnelle de 40 € sera attribuée, une misère, dont la date n'est pas connue.

Partout dans toute la France, Retraités et Actifs, le 30 SEPTEMBRE, disons au patronat, au gouvernement :

NON AU BLOCAGE DES PENSIONS DE RETRAITE

RETRAITÉS : UNE COLÈRE FORTE

Au début de l'année, des dizaines de milliers de cartes pétitions ont été remises au Président de la République pour lui dire que les retraités ne sont pas des nantis. Et le 3 Juin, à l'appel de 9 organisations de retraités venant de toute la France, nous avons manifesté notre colère pour nos retraites, la santé, le droit à l'autonomie

Le gouvernement est injuste pour les salariés, les chômeurs, les retraités, mais généreux pour les actionnaires. En France, le chômage progresse, la création de richesses est en panne, la demande intérieure est moribonde. Le pouvoir d'achat des salariés, comme des retraités, ne cesse de baisser. Des résultats catastrophiques qui sont le fruit de la politique d'austérité, de la baisse des salaires, pensions et des cadeaux accrus au monde de la finance et du patronat.

RAPPEL DES FAITS :

Le gouvernement, suivant le MEDEF, a décidé de bloquer la revalorisation des pensions de retraite.

C'est aussi une hausse de la TVA qui touche les plus défavorisés.

C'est aussi la fiscalisation de la bonification des pensions des retraités ayant eu trois enfants et plus.

La perte est le résultat aussi du passage de 10 à 25 ans pour les salariés du privé, l'indexation des pensions sur les prix et non sur l'évolution des salaires moyens, les décotes, l'allongement des durées de cotisation et, depuis le 1^{er} avril 2013, l'instauration d'une taxe de 0,3 % pour les retraites imposables (CASA).

La liste serait longue à rappeler tous les mauvais coups contre les retraités.

DE L'ARGENT POUR LES SALAIRES, NOS PENSIONS : IL Y EN A

220 milliards d'€uros d'aides publiques ont été domés aux entreprises qui ne sont soumises à aucune évaluation alors que tous les observateurs attentifs constatent que cela n'a servi ni à l'investissement, ni à l'emploi. De 6,9 milliards d'€uros en 1978, ils sont passés, pour les sociétés non financières à 247,6 milliards en 2008, année du déclenchement de la crise. En trente ans, leur montant a donc été multiplié par 36 quand la masse salariale ne l'était que par 4,5.

Exigeons la fin de ces aides publiques, qui ne créent pas d'emplois et ne servent qu'à gonfler les dividendes des actionnaires.

POUR LA REVALORISATION DE NOS PENSIONS

Les organisations syndicales, associations qui avaient réussi l'énorme manifestation des retraités le 3 juin, ont décidé de rappeler leur volonté de voir revaloriser l'ensemble des pensions comme cela avait lieu le 1^{er} janvier de chaque année. Et maintenant le gouvernement, le patronat, ont décidé de reporter aux calendres grecques les revalorisations de nos pensions. C'est insupportable !

Le 30 SEPTEMBRE, avec les autres organisations, exigeons :

- Un rattrapage immédiat de 300 € par mois pour tous les retraités.
- La revalorisation des pensions et des retraites complémentaires au 1^{er} janvier indexée sur les salaires moyens.
- Le minimum retraite égal au Smic que la CGT du Cher revendique à 2.000 € bruts pour une carrière complète.
- Le relèvement des pensions de réversion à 75 % de la retraite initiale.
- Le rétablissement de la ½ part pour le calcul de l'impôt sur le revenu pour les personnes seules ayant élevé trois enfants.
- Un Service Public de qualité et de proximité : hôpitaux, postes, perceptions, gares, etc...
- Blocage de la TVA et sa baisse sur les produits de première nécessité.

Comme dans toute la France, à l'appel de la CGT, FO, SOLIDAIRE, FSU, CGC, UNRPA, LSR, FGR, CFTC :

Rappelons nos revendications AU PATRONAT et AU GOUVERNEMENT MARDI 30 SEPTEMBRE 2014

RASSEMBLEMENTS et MANIFESTATIONS à :

BOURGES	10 h 30	Place Séraucourt
VIERZON	10 h 30	Sous Préfecture
ST-AMAND MONTROND	10 h 30	Place Carrée
ST-FLORENT sur CHER	10 h 30	Devant la Poste – Av. G. Dordain
LA GUERCHE	10 h 30	Place du Marché

Bourges, le 18 Septembre 2014



JEUDI 16 OCTOBRE 2014

CONTRE LA CASSE SOCIALE «CA SUFFIT» !

Oui ça suffit ! Le patronat, avec ses complices gouvernementaux d'hier et d'aujourd'hui font la chasse aux droits des salariés, des retraités, des chômeurs, de l'ensemble de la population. Par contre, ils entretiennent l'enrichissement et les privilèges d'une infime partie de possédants. Chacun peut s'en rendre compte.

Les «experts» qui nous assènt, à longueur de journée dans les médias, que le travail est un «coût» ne connaissent en rien les conditions de vie des salariés, le monde du travail, la réalité de la précarité, des petits salaires ou pensions.

Cette classe de dirigeants est inféodée à l'idéologie capitaliste qui considère le salaire, la Sécurité Sociale, les congés, le Code du Travail, comme un coût à réduire, rabaisser sans cesse.

Sans notre travail, aucune valeur, aucune richesse n'est créée.

C'est une réalité, les salariés doivent en être conscients et affirmer ensemble cette évidence pour refuser l'inacceptable programmé, le déclin des droits des citoyens.

Le pacte antisocial dit de «responsabilité» entraîne des milliers de personnes dans la spirale de la précarité. Ce n'est pas un mal nécessaire pour nous sortir de la crise comme le Premier Ministre nous le dit, ce sont des mesures d'austérité pour l'ensemble de la population. C'est une attaque contre notre modèle social, c'est un recul de société sans précédent. Sans exagérer, ils veulent nous ramener dans les conditions de vie et de travail du XIXème siècle :

Plus de droit pour les salariés, fini les prestations collectives pour pouvoir élever ses enfants ou encore survivre lorsqu'on recherche un emploi. Terminé les repos hebdomadaires en famille ou les vacances méritées, la durée légale du travail ou encore les RTT quand elles existent.

La Sécurité Sociale, combattue depuis sa création en 1945, est attaquée de toutes parts : par le patronat qui, en refusant d'augmenter les salaires, en licenciant à tour de bras et en réclamant encore plus d'exonérations, provoquent la chute vertigineuse des recettes, et le gouvernement qui, par sa politique de réduction des politiques publiques, assèche le développement de l'accès aux soins, de l'hôpital public au profit des cliniques ou «hôpitaux privés».

Pour rappel, car il est nécessaire de démentir cette fausse information, le budget de la Sécurité Sociale n'est pas le budget de l'Etat. Le premier est financé par les cotisations sociales des salariés qui sont du salaire indirect, le deuxième est financé par l'impôt payé par les contribuables et les salariés dans l'entreprise.

A chaque fois qu'ils rognent sur les cotisations ou sur les prestations, qu'elles soient retraite, assurance maladie ou encore allocations familiales, ils nous font les poches.

Seuls les salariés créent les richesses.

L'Union Départementale CGT a des propositions. Elles ne sont pas irréalistes :

- La revalorisation immédiate du SMIC à 2.000 € bruts ; 1.500 € nets pour sortir de la précarité des millions de salariés.
- Le blocage des prix.
- L'instauration d'une réelle échelle mobile des salaires qui mettrait enfin la qualification au cœur de la reconnaissance des salariés.
- La prise en charge à 100 % des remboursements de toutes les dépenses de santé par la Sécurité Sociale.
- La possibilité d'un départ en retraite à 55 ans pour tous sans durée de cotisation.
- L'arrêt immédiat de toutes exonérations de cotisations qui ne servent qu'à licencier et fermer les entreprises.
- Des Services Publics de proximité de qualité basés sur les besoins des populations, au service des citoyens.
- Des pensions de retraite au minimum du SMIC de la CGT avec comme base, le dernier mois de salaire.

Discutons-en, c'est possible !

Eh oui, cette politique conjointe du patronat et du gouvernement nous entraîne dans la récession et dans l'austérité.

Ca suffit, mobilisons-nous le Jeudi 16 Octobre 2014.

(Lieux et horaires à suivre)

LA CIBLE : LE SALAIRE !

La pension de retraite est une partie du salaire socialisé (les cotisations) qui provient des richesses créées par le travail. Dans le PIB (Produit Intérieur Brut), actuellement 2.000 milliards d'€uros, la part salaires-cotisations sociales est de 60 %.

Elle était de 70 % en 1983, c'est donc un transfert de 10 % qui a été fait depuis ; soit plus de 3.000 milliards d'€uros cumulés détournés du travail vers le capital.

Ainsi, le salaire des Actifs, la pension des Retraités sont violemment attaqués, leur niveau est baissé tout cela au nom de la « compétitivité » et du « coût du travail ».

Dans le même temps, les profits sont solides, les dividendes explosent, les banques et paradis fiscaux sont en grande forme, tandis que le chômage de masse continue sa progression avec la baisse du niveau de vie, la baisse des dotations aux collectivités territoriales, la mise à la diète de l'hôpital et la casse continuelle de la Sécurité Sociale. Cela s'appelle aussi AUSTERITE AVEC ATTEINTES AUX ACQUIS ET DROITS SOCIAUX.

Après le gel des salaires de la Fonction Publique et à partir de cette orientation libérale chère à la droite et au patronat, le gouvernement et le MEDEF ont décidé un gel des retraites jusqu'au 30 Septembre 2015, cela n'augurant rien de bon à partir du 1er octobre 2015.

Ainsi, le gouvernement n'a même pas appliqué la loi votée qui ordonnait une augmentation des retraites inférieures à 1.200 €. Il a tout simplement décidé d'allouer une prime exceptionnelle de 40 € soit moins de 0,11 centimes par jour et la date de son versement n'est pas connue. Au gouvernement on laisse entendre que cela aurait pu être zéro car les retraités, vu la très faible inflation, auraient touché trop en 2013.

Quel mépris envers ceux et celles qui ont créé en leur temps les richesses du pays et dont le pouvoir d'achat a baissé de plus de 20 % en 20 ans !

Il faut rappeler que la grosse masse des retraités qui vont percevoir ces 40 € sont des femmes déjà au minimum contributif ; qu'elles(ils) ont cotisé 159 trimestres et plus et que ce minimum est de 629,99 € + la retraite complémentaire (150 €).

Dans sa grande générosité, le gouvernement a relevé le MINIMUM VIEILLESSE à 800 € par mois, soit 8 € de plus par mois, 565.000 personnes âgées seront touchées (personnes âgées qui n'ont jamais ou peu cotisé pour la retraite).

Ainsi, 5 millions de retraités font partie des 8,5 millions de nos concitoyens qui survivent sous le seuil de pauvreté fixé à 987 €.

Pour le patronat et les actionnaires, la cible est le salaire ; ils veulent le réduire. La prime aléatoire et le temps de travail au bon gré du patron, pourraient devenir la règle. Le gouvernement actuel va-t-il suivre ?

VIGILANCE et ACTION
REVENDICATIVE
UNITAIRE SI POSSIBLE,
LE SALAIRE ET LA PENSION
DE RETRAITE NE FONT QU'UN.

DÉFENDONS-LE, NOUS EN AVONS
L'OCCASION
du Mardi 30 SEPTEMBRE
et Jeudi 16 OCTOBRE 2014.

Conseil d'Administration GIAT Industries

18 septembre 2014

Déclaration liminaire CGT

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Administrateurs,

L'ordre du jour de septembre prévoit généralement d'étudier le ré-estimé à mi-année. Ce qui, habituellement se fait sans constater de grands changements, si ce n'est l'amélioration du résultat attendu. C'est aussi pour nous l'occasion de réaffirmer l'insatisfaction des salariés quant à la politique salariale dont ils déplorent qu'elle soit loin de refléter les gratifications verbales que vous leur adressez.

Depuis le budget, pourtant, quatre évènements marquants sont intervenus :

- le rachat d'Eurengo, par absorption de la SNPE,
- l'abandon du projet d'acquisition Paul Boyer,
- le rachat à Chemring de MECAR et SIMMEL,
- l'annonce de discussion avec KMW.

L'intégration d'un producteur européen de poudres propulsives et d'explosifs, doublé de l'intégration de deux autres sociétés munitionnaires au sein d'un groupe purement national comme le nôtre, spécialisé dans la conception, la production et le soutien des véhicules blindés, des armes et des munitions paraissait déjà un défi managérial suffisant.

Ajoutée à cela, la discussion avec Krauss-Maffei Wegmann sur le projet KANT, de la constitution d'une société commune, sise aux Pays-Bas, et détenue à 50/50 par GIAT Industries et la famille Bode-Wegmann, semble être l'objectif de trop et ne nous paraît pas aller dans le bon sens.

Vous venez de faire la tournée des gros établissements pour tenter de rassurer les salariés. Laissez-nous vous dire que malgré cela, l'enthousiasme que vous escomptiez n'est pas au rendez-vous.

Sans compter le désappointement des salariés qui ne sont pas invités à vous écouter, de même que les représentants du personnel du groupe Eurengo alors qu'ils sont concernés, leur avenir avec Nexter étant bien différent de leur avenir sans Nexter.

Concernant le projet KANT lui-même : il y a des années l'état n'a pas souhaité continuer de contrôler ses industriels en étant directement propriétaire. Aujourd'hui, l'Etat abandonnerait sa souveraineté, puisque les 50% qu'il conserverait pourraient être remis en cause dès l'entrée d'un nouvel acteur, que vous-même ainsi que le Ministre, appelez de vos vœux.

Le « droit de regard » (GOLDEN SHARE) spécifique sur les armes et les munitions, dont seraient exclus les systèmes blindés ne nous rassure pas. Il traduirait, de fait, le manque d'intérêt de nos gouvernants pour l'armée de Terre, qu'ils n'hésitent pourtant pas à engager en tous temps et en tous lieux.

Le principal argument que vous avancez dans ce projet, serait les succès à l'export de KMW. Cela alors qu'il semblerait qu'en la matière, ces succès soient « entachés d'irrégularités ». Au-delà des fortes amendes qui pourraient en résulter si cela était confirmé, cela déprécie fortement cet argument.

D'autant que l'actualité internationale force à s'interroger sur les conséquences du commerce des armes.

Le « marché » Moyen Oriental, où des pays sont quasiment en guerre et où d'autres sont fortement suspectés de financer le terrorisme pose et posera problème à l'avenir.

Tout récemment, la situation en Ukraine a conduit le gouvernement français, sous la pression internationale, à bloquer la vente des bâtiments Mistral à la Russie.

Dans un monde aussi incertain nous nous demandons vraiment quelle est la consistance du projet KANT qui ne peut

qu'aboutir à une perte globale de compétences et de maîtrise. La spécialisation des sites, après nous avoir fait perdre les compétences en armes et munitions de petit calibre, pourrait bien conduire la France à les perdre aussi en matière de systèmes blindés.

La transposition de notre modèle, de maître d'œuvre extrêmement rentable, mais industriellement fragile du fait de l'achat d'un grand nombre de composants de nos productions finales, se heurterait à la culture plus industrielle de KMW, nous faisant progressivement perdre la maîtrise de nos systèmes.

Votre absence totale d'ouverture vers la diversification est dangereuse pour l'entreprise et pour l'emploi.

Alors que dans le contexte budgétaire actuel, tout le monde s'accorde à reconnaître que les entreprises qui s'en sortiront le mieux sont celles qui ont engagé une politique de diversification, Nexter reste replié sur le tout militaire.

La reconquête industrielle, prônée par le gouvernement, ainsi que la lutte contre le chômage affichée comme une priorité ne peuvent s'exonérer de cette démarche.

C'est d'ailleurs, ce que le ministre de l'économie allemande préconise aujourd'hui pour KMW, plutôt qu'un rapprochement avec Nexter qui l'enfermerait dans le tout militaire.

Cette interrogation devrait être un des sujets d'actualité majeurs pour ce conseil.

Dernièrement et malgré vos dénégations sur le sujet, certaines sources prétendent que si, «pour l'heure les discussions entre KMW et NEXTER sont exclusives, un accord annexe avec Rheinmetall une fois l'opération bouclée au premier trimestre 2015» serait prévu.

Dans ce scénario le projet KANT, ne serait-il pas un «Cheval de Troie» destiné, à terme, dans une répartition européenne, à laisser le terrestre à l'Allemagne ?

Pour autant d'autres questions se posent, nous aimerions être informés :

- De la situation de l'offre EBMR, de son contenu et de la répartition de l'activité entre les trois participants de la co-entreprise.
- De la situation de Mechanics à Tulle, où il semble que M. Bonnefis ait décidé de mettre l'outil industriel de mécanique en vente, privant ainsi cette entité du pôle équipement des moyens de répondre aux offres, y compris internes comme celles de CTAI.

Nous voudrions aussi mieux comprendre :

- les résultats des Sociétés MECAR et SIMMEL,
- ce qu'il en est du marché des additifs pour carburant qui contribue largement à absorber les coûts fixes du site d'EURENCO Sorgues,
- l'absence persistante de commandes significatives à l'exportation de Nexter systems,
- les raisons de l'abandon de l'opération avec la société Paul Boyer.

Nous aimerions aussi vous entendre parler de la gouvernance telle que vous l'envisagez dans l'éventuel futur groupe, et bien entendu de la place que vous pensez réserver à la représentation des salariés dans celle-ci.

Voilà, Monsieur le Président, les sujets que les salariés et les élus CGT souhaitent voir clarifiés au cours de ce conseil.

Assemblée Générale de rentrée - 16 Septembre 2014

Intervention de Nicolas Lepain

Nous sommes dans une crise des perspectives, non dans une crise économique car le PIB de la France est de plus de 2.059 milliards d'€uros. Il y a de l'argent !!

Une crise des perspectives, car tous les acquis du CNR ont été détricotés.

Il nous faut des perspectives claires au travers de revendications claires et audacieuses.

Prenons un cas central : le salaire. Un SMIC à 1.700 € bruts est insuffisant. Notre revendication est passée de 1.500 à 1.600, puis à 1.700 € bruts et depuis 4 à 5 ans : rien !

Aujourd'hui, nous pouvons largement revendiquer un SMIC à 2.000 € bruts, une véritable grille des salaires allant de 1 à 5.

Nous pouvons revendiquer la reprise en main de nos cotisations qui sont toutes salariales, car seul le travail génère des richesses, le capital ne crée rien.

Au travers de nos cotisations, nous devons, nous CGT, reprendre la Direction de la Sécurité Sociale. Pour une protection sociale 100 % Sécurité Sociale avec la réquisition du monde mutualiste au sein de la Sécurité Sociale.

Avec cette nouvelle Sécurité Sociale nous pouvons mettre les pensions de retraite au niveau du SMIC net.

Toujours dans la protection sociale, nous pouvons garantir un départ à la retraite à 55 ans pour tous, à 50 ans pour les métiers pénibles et il y en a beaucoup. Pour cela, nous devons mettre fin au système des annuités validées et/ou cotisées, qui est une arnaque.

Autre point important, le statut des travailleurs. Les multiples contrats et statuts ne font que diviser le salariat et faire un monde du travail à deux vitesses.

Il faut un seul statut des travailleurs, inspiré du statut de la fonction publique, du C.N.R. avec la garantie de l'emploi, de l'évolution salariale, de la santé et de la retraite.

Il faudra sans doute, pour arriver à cela, réquisitionner les grands moyens de production industriels et agricoles.

Si l'on peut trouver mon intervention politique, je l'assume, car si notre CGT est indépendante des partis politiques, nous ne sommes pas neutres. La CGT n'a pas vocation à négocier le poids et la longueur de la chaîne, ni la quantité de bonbons qu'il y aura dans le colis de Noël du Comité d'Entreprise.

Nous sommes dans un rapport de prédation entre le capital et les salariés. Il nous appartient, à nous CGT, d'amener des perspectives offensives et audacieuses.

100ème jour de grève à la Poste d'Aubigny-sur-Nère

Bonne journée d'action avec 170 participants le matin du 23 Septembre devant la Poste d'Aubigny à l'occasion du 100ème jour de lutte contre les attaques de La Poste sur l'emploi, les conditions de travail et le Service Public.

Ce rassemblement était à 90 % CGT avec la présence de camarades du 37, 41, 45, 28, 58 et des camarades de la fédération CGT FAPT.

Evidemment, les forces principales sont venues du Cher avec des Postiers de Bourges, Vierzon, St-Florent, du courrier et du guichet. A cela s'est rajouté de nombreux camarades actifs et retraités de l'Interprofessionnelle.

La journée s'est conclue par un débat public et un concert gratuit à la salle des Fêtes d'Aubigny avec environ 70 participants dont le Député-maire de Vierzon et le Maire

de Blancfort et des élus d'opposition d'Aubigny.

Lors de ce débat, des usagers se sont réunis et ont créé un collectif de service public qui soutiendra les facteurs grévistes dans toutes les actions qu'ils auront à mener.

La lutte ne peut se conclure sans une sortie par le haut de ce conflit sans précédent à la Poste dans le Cher.

Au nom du syndicat départemental, je remercie tous les camarades participant à cette action contre la casse programmée de l'emploi, et au rassemblement syndical CGT et SUD.

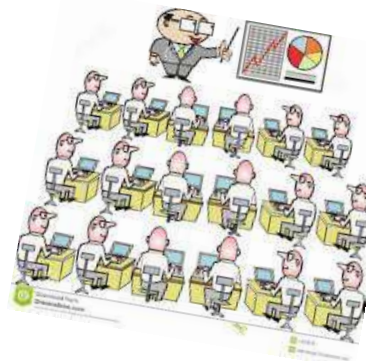
Pour le Syndicat CGT FAPT 18

Dominique LARDUINAT

Dernière minute : notre syndicat vient d'être interpellé par TFI qui s'intéresse à ce conflit.

FORMATION SYNDICALE

Rappel des stages du dernier trimestre



- ◆ **Niveau 2** - 1ère partie
du 6 au 10 Octobre
- ◆ **Communication**
du 13 au 17 Octobre 2014 à Moulins sur Yèvre (près de Bourges)
- ◆ **CHS ATMP**
17 - 18 et 19 Novembre 2014 à Bourges
- ◆ **ECO - CE**
du 24 au 28 Novembre 2014 à Bourges

Pensez à déposer vos congés éducation auprès de votre employeur

UN MOIS avant le début du stage

et de vous inscrire auprès de l'UD CGT - 8 Place Malus - 18000 BOURGES

**Le Congrès de l'U.S.R. 18 (Union des Syndicats de Retraités CGT)
aura lieu le 16 Octobre à ORVAL**

- - - - -

120 délégués des 25 syndicats du Cher représentant 1.300 syndiqués débattront sur le document d'orientation et éliront pour trois ans les membres du Conseil Départemental.

L'Union Départementale, les Unions Locales du Cher, le Comité Régional et une vingtaine d'organisations et associations (MACIF, IHS, INDECOSA, Mutuelle Familiale, ANACR, etc...) ont été invités à ce Congrès.